

Éditorial : Parés pour l'avenir : tirer les enseignements de la crise du COVID-19 afin de renforcer la gouvernance démocratique

La pandémie de COVID-19, le plus grand choc subi par de nombreux pays de l'OCDE depuis la Seconde Guerre mondiale, a mis à l'épreuve la capacité des autorités publiques à prendre la mesure d'une crise et à y réagir promptement. La plupart des administrations publiques ont accompli un travail remarquable dans des circonstances sans précédent aux fins de protéger des vies et d'apporter un soutien financier aux entreprises et aux citoyens. Depuis le confinement jusqu'à un assouplissement progressif des restrictions à mesure que la vaccination s'accélère, l'un des principaux enseignements de la crise est que les administrations publiques devront répondre rapidement aux crises futures, en en prenant la pleine mesure, tout en préservant la confiance et la transparence et, dans les faits, les fondements mêmes de la démocratie.

La pandémie a souligné à quel point la confiance et la transparence sont indispensables à la préservation de la santé publique dans un contexte de restrictions drastiques de la liberté de circulation. Les gens ont besoin de cette confiance et de cette transparence pour comprendre et respecter des mesures extraordinaires dans des moments extraordinaires. Confiance et transparence contribuent également à la capacité d'une société à absorber des chocs, puis à rebondir.

Des éléments probants, relatés dans le chapitre « Focus », suggèrent que de nombreuses administrations publiques ont abaissé leur niveau d'exigence en matière de consultation, de transparence, de surveillance ou de contrôle dans leurs processus pendant la crise de COVID-19. Les administrations publiques ont introduit des milliers de dispositions d'urgence, souvent de manière accélérée. Un certain allègement des normes est inévitable en situation d'urgence, mais sa portée et sa durée doivent être limitées afin de ne pas nuire à la perception qu'ont les citoyens de la compétence, de l'ouverture, de la transparence et de l'équité des pouvoirs publics. Le document *Panorama des administrations publiques 2021* révèle non seulement la manière dont les administrations publiques ont répondu à l'énorme défi de la crise du COVID-19, mais il propose également des recommandations visant à renforcer la résilience des pouvoirs publics face aux défis de l'avenir, notamment le changement climatique. 83 % des fonds de relance annoncés jusqu'à présent ne prennent pas en compte leur dimension environnementale ou ont des effets négatifs pour l'environnement. La gouvernance verte, la manière d'atteindre les objectifs environnementaux, doit être sensiblement renforcée.

Les administrations publiques doivent apprendre à mieux dépenser. Les pays de l'OCDE apportent un soutien massif aux citoyens et aux entreprises pendant cette crise, avec environ 16.4 % du PIB correspondant à des dépenses supplémentaires ou des pertes de recettes, et jusqu'à 10.5 % du PIB consacrés à d'autres mesures. À terme, les administrations publiques

seront vraisemblablement confrontées à des contraintes de dépenses. Il leur faudra revoir les dépenses publiques afin d'en accroître l'efficacité, de s'assurer que les priorités en matière de dépenses correspondent aux besoins de la population et d'améliorer la qualité des services publics. Les administrations publiques doivent également veiller à comprendre les différentes répercussions de leur politique sur les différents groupes de la société, et œuvrer visiblement pour que personne ne soit laissé pour compte.

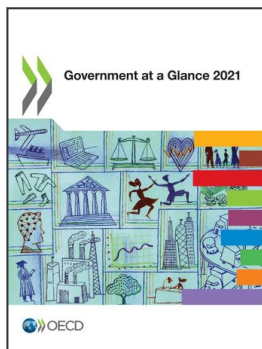
Trois domaines, en particulier, sont déterminants pour consolider la confiance et la transparence et préserver la démocratie. En premier lieu, il est primordial de lutter contre la désinformation. En dépit du regain de confiance dans les administrations publiques qu'a occasionné la pandémie en 2020, seuls 51 % des habitants des pays de l'OCDE font confiance à leur gouvernement, et un certain nombre de personnes et de groupes se désolidarisent des processus démocratiques traditionnels. Cette situation a été alimentée par la désinformation et la mésinformation. En 2019, seuls 11 des 27 centres de gouvernement des pays de l'OCDE disposaient de politiques ou de cadres pour orienter leurs réponses à la désinformation et à la mésinformation.

En second lieu, il est indispensable de renforcer la représentation et la participation de manière équitable et transparente. Les administrations publiques doivent s'efforcer de promouvoir l'inclusion et la diversité, notamment au niveau de la main-d'œuvre publique, et soutenir la représentation des jeunes dans la vie publique et la consultation politique. Les administrations publiques doivent améliorer l'équité et l'inclusion dans leurs modalités de consultation des citoyens et d'élaboration de leurs politiques, et uniformiser les règles du jeu en matière de lobbying. Moins de la moitié des pays ont des exigences de transparence s'appliquant à la plupart des acteurs qui s'engagent régulièrement dans le lobbying.

Enfin, le renforcement de la gouvernance doit être une priorité pour affronter les défis mondiaux tout en exploitant le potentiel des nouvelles technologies. En 2018, seule la moitié des pays de l'OCDE étaient dotés d'une institution publique spécifique chargée d'identifier les crises émergentes, imprévues ou complexes. La plupart des pays pour lesquels des informations sont disponibles ne disposaient pas d'un répertoire unique exhaustif de données pour l'administration centrale, et environ un cinquième s'appuyaient sur des accords *ad hoc* de partage des données entre entités publiques. Les administrations publiques ont généralement été promptes à s'adapter, en développant rapidement de nouveaux systèmes et de nouvelles réponses. Toutefois, le manque de planification et de prévoyance reste un problème. Pour faire face à l'avenir et préserver les fondements de la démocratie, les administrations publiques doivent être prêtes à agir promptement et à grande échelle tout en préservant la confiance et la transparence.



Elsa Pilichowski



Extrait de :
Government at a Glance 2021

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Éditorial : Parés pour l'avenir : tirer les enseignements de la crise du COVID-19 afin de renforcer la gouvernance démocratique », dans *Government at a Glance 2021*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/c91cf881-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.